

---

Adresse de la société populaire de Morlaix qui fait part de son indignation pour l'attentat commis contre la frégate La Modeste et deux tartanes françaises dans le port de Gênes, lors de la séance du 30 brumaire an II (20 novembre 1793)

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Adresse de la société populaire de Morlaix qui fait part de son indignation pour l'attentat commis contre la frégate La Modeste et deux tartanes françaises dans le port de Gênes, lors de la séance du 30 brumaire an II (20 novembre 1793).  
In: Tome LXXIX - Du 21 brumaire au 3 frimaire an II (11 au 23 novembre 1793) pp. 536-537;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa\\_0000-0000\\_1911\\_num\\_79\\_1\\_40870\\_t1\\_0536\\_0000\\_10](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1911_num_79_1_40870_t1_0536_0000_10);

---

Fichier pdf généré le 19/02/2024

**République; et que le citoyen Serocourt, ci-devant grand-vicaire de Luçon, a fait remise de son traitement de 1,000 livres, et que sa sœur a donné 50 livres.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre de la Société républicaine de Vailly (2).*

*L'assemblée républicaine de Vailly, district de Soissons, département de l'Aisne, à la Convention nationale.*

« Citoyen Président, et citoyens représentants du peuple,

« La Société républicaine de Vailly s'empresse de vous faire part du zèle de ses membres pour le maintien de la République. En exécution de votre décret du ..... elle vient d'ouvrir une souscription de dons patriotiques pour les volontaires de l'armée. Vous verrez par l'extrait de la séance de ce jour ce qu'elle a déjà produit et ce que l'on peut en espérer. Mais ce qui hâte davantage notre désir de vous écrire, c'est pour vous informer, citoyens législateurs, qu'à la même séance le citoyen Serocourt, prêtre, ci-devant grand vicaire de Luçon a fait remise à la nation de mille livres de traitement qu'il recevait annuellement. Son don ou sa renonciation à ce traitement est renfermé dans la lettre dont copie est insérée au procès-verbal.

« Grâces soient rendues à la Montagne, ses grands travaux régénèrent la France; qu'elle reste à son poste jusqu'à ce que les tyrans aient été forcés de quitter la terre de la liberté qu'ils ont osé souiller pour chercher à lui donner des fers.

« Salut et fraternité.

« BROUART, président; MENOT, secrétaire. »

*Extrait du procès-verbal de la séance de la Société républicaine de Vailly, chef-lieu de canton, district de Soissons, département de l'Aisne, tenue le quintidi, vingt-cinq brumaire, l'an deuxième de la République, une et indivisible (3).*

A l'ouverture de la séance plusieurs dons patriotiques en faveur des volontaires de la nation ont été reçus et calcul fait de la totalité de ceux reçus depuis la délibération qui en a été faite en la séance du duodi dernier. Ils se portent, savoir : en nature, à vingt-neuf paires de bas, en soixante-cinq chemises, en six draps, deux paires de guêtres, quatre paires de souliers, deux nappes et deux serviettes, et en argent à la somme de trois cent vingt-quatre livres.

Alors le président reçut une lettre adressée au citoyen président de la société républicaine de Vailly, sous enveloppe cachetée en cire rouge.

Le président consulte l'assemblée s'il ouvrira la lettre et en fera lecture à haute voix. L'assemblée décide qu'elle sera ouverte et lue sur-le-champ.

Suiv la teneur de la lettre :

« Citoyen Président,

« J'ai appris que la Société républicaine du chef-lieu de canton avait averti d'inviter ses concitoyens et ceux des communes environnantes à venir au secours de nos frères d'armes par des offrandes volontaires. Je m'empresse d'y concourir et prie la Société de faire part à la Convention ou à tous autres pouvoirs constitués qu'elle jugera convenable, que je renonce au traitement de cent pistoles que la nation me faisait.

« La citoyenne Poilly, ma sœur, me charge de vous faire l'hommage d'un assignat de cinquante livres pour le même objet.

« Salut et fraternité.

« Votre concitoyen,

« Signé : SEROCOURT.

« D'Aizy, le 25 brumaire, l'an II de la République française. »

L'assemblée applaudit unanimement au don du citoyen Serocourt, arrête que la lettre sera insérée au procès-verbal avec mention civique, et qu'il en sera adressé copie à la Convention, au département et au district.

Puis l'assemblée a procédé à la réception de plusieurs membres.

Fait et arrêté ledit jour vingt-cinq brumaire, huit heures du soir.

BLOUART, président; MENOT.

**La Société populaire de Morlaix fait part à la Convention nationale de l'horreur et de l'indignation dont elle a été saisie à la nouvelle de l'exécrable attentat au droit des gens et à l'humanité, commis par des vaisseaux de guerre anglais contre la frégate la Modeste et deux tartanes françaises dans le port de Gênes. La Société en demande une vengeance éclatante.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre de la Société populaire de Morlaix (2).*

*La Société populaire de Morlaix, à la Convention nationale.*

« Citoyens représentants d'un peuple libre,

« Un frémissement d'horreur et d'indignation nous a saisis à la nouvelle de l'exécrable attentat au droit des gens et à l'humanité, commis par des vaisseaux de guerre anglais contre la frégate la Modeste et deux tartanes françaises dans le port et rade de la république de Gênes. Quel est donc l'espoir de cette nation orgueilleuse, rivale éternelle de la France, dont l'insatiable cupidité voudrait anéantir notre liberté pour nous replonger de nouveau sous la tyrannie? Son but n'est pas difficile à deviner: le passé ne nous en instruit que trop. C'est que sous le régime des despotes et des aristocrates, ils ont toujours exercé impunément contre nous les vexations les plus odieuses, c'est que leurs outrages et leurs injustices criantes envers nous sont restés sans vengeance par la faiblesse

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 339.

(2) *Archives nationales*, carton C 278, dossier 745.

(3) *Archives nationales*, carton C 278, dossier 745.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 339.

(2) *Archives nationales*, carton C 281, dossier 771.

d'un Gouvernement corrompu et influencé par l'or de ces ambitieux insulaires, eux qui voulaient usurper le titre de généreux ont la bassesse d'employer et de soudoyer la trahison et la perfidie pour parvenir à effectuer leurs détestables projets. Mais les temps sont changés, qu'ils se désabusent et qu'ils soient convaincus, non par de vaines menaces, mais par les effets terribles de la colère justement provoquée de vingt-cinq millions d'hommes, qu'on n'offense pas impunément une nation qui chérit sa gloire à l'égal de sa liberté.

« Citoyens représentants, ce serait vous faire injure que de douter un instant des sentiments qui se sont élevés dans vos âmes en apprenant cette atrocité, elle n'a pu, sans doute, que réveiller l'horreur de l'outrage abominable fait récemment à la nation dans la personne de son représentant Beauvais. Vengeance donc, législateurs, vengeance, et qu'elle soit aussi prompte qu'éclatante; si les Génois sont assez lâches ou trop faibles pour la faire réparer, pour souffrir cette injure, qu'ils disparaissent avec leurs tyrans de la terre et de la liberté.

« Le temps est venu où nous devons dire sans cesse et avec plus de fondement, ce que le père de l'infâme Pitt ne cessait de répéter au Parlement d'Angleterre: *Deleatur Carthago*. Oui, sans doute, que cette monstruosité monarchico-aristocratique, qui trompe si cruellement ce peuple aveuglé, fasse place sans tarder à la sainte et pure liberté, dont l'égalité sera toujours la seule base.

« *Le comité de correspondance,*

« FRÉCOURT; ANDRIEUX; LOUIS PLASSARD;  
Joseph BOUTET; A.-C. PHILIPPES; J.  
J. NICOLE. »

**La Société populaire de Saint-Marcellin, affligée et indignée de la barbarie et des atrocités journalières exercées par les ennemis contre nos prisonniers républicains, demande que l'on use de représailles contre les anthropophages de l'Autriche et de l'Angleterre.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).**

**Le citoyen Lorgery, curé de Saint-Brice, fait part à la Convention qu'il a renoncé à toutes fonctions dites ecclésiastiques, et que cette commune a changé son nom de Saint-Brice en celui de Brice-Libre.**

**Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).**

*Suit la lettre du citoyen Lorgery (3).*

« Saint-Brice, le quinze brumaire de l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« J'étais prêtre, depuis longtemps mes fonctions répugnaient à ma conscience, à ma franchise.

« J'ai dit à mes concitoyens :

« Ne voyez plus en moi qu'un citoyen, qu'un

Français, je renonce à toute fonction dite ecclésiastique. Les bons sans-culottes m'ont entendu, ils m'ont applaudi, et bientôt la raison triomphera pleinement en cette commune, de la superstition et des vieux préjugés. Je renvoie toutes ces paperasses imaginées pour en imposer aux sots. Né parisien, c'est au conseil général de ma commune natale que j'adresse cette preuve de civisme et de bonne foi.

« Citoyens, la commune de Saint-Brice vient d'arrêter que ce nom sera changé en celui de Brice-Libre, et ce nom lui rappellera, outre l'époque de la liberté générale de la République, l'époque particulière de son affranchissement du joug de la superstition. Citoyens, veuillez sanctionner et consacrer ce changement, et les braves sans-culottes sauront justifier ce nom.

« Salut et fraternité.

« LORGERY, secrétaire-greffier de la commune  
ci-devant Saint-Brice, département de  
Seine-et-Oise. »

**Le conseil général de la commune de Cambrai demande que la Convention nationale déclare par une loi que, pour désigner un monstre couronné, le mot tyran convient seul.**

**Insertion au « Bulletin » (1).**

*Suit la lettre du conseil général de la commune de Cambrai (2).*

*Le conseil général de la commune de Cambrai,  
à la Convention nationale.*

« Législateurs,

Les républicains français veulent éclairer, le flambeau de la vérité à la main, toutes les nations de l'Europe.

« Ce n'est pas assez que nous connaissions tout Podieux du mot *roi*, il faut de plus que ces mêmes peuples, pliés sous d'impitoyables sceptres, soulent aux pieds les préjugés de l'erreur et de leur ignorance, et apprennent enfin que des rois ne sont que des monstres qui déchirent à belles dents l'espèce humaine. Il faut qu'ils cessent de douter que le mot *roi* n'est que le pivot sur lequel tournent toutes les exécutions de la tyrannie.

« Législateurs, il n'est besoin pour les peuples que de les éclairer, ils auront bientôt fait disparaître et les sceptres et les trônes, déclarez par une loi expresse que le mot *roi* laisse une trop favorable opinion de la chose qu'il exprime. Dites par cette loi que pour désigner un monstre couronné, le mot *tyran* convient seul. L'aspect de cette dernière expression fera rougir les hommes subjugués, et certes ils n'auront pas plutôt conçu l'horreur d'avoir des maîtres qu'ils sauront s'en débarrasser et briser leurs chaînes avilissantes.

« Fait à la séance du 9<sup>e</sup> jour du 2<sup>e</sup> mois de l'an II de la République française, une et indivisible.

*(Suivent 10 signatures.)*

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 340.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 340.

(3) *Archives nationales*, carton C 281, dossier 774.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 25, p. 340.

(2) *Archives nationales*, carton C 281, dossier 774.